COMPOSITION

La « Guerre Froide » (1947-1991) : conflit idéologique, conflit de puissances.

Vous montrerez dans quelles mesures on peut affirmer que la Guerre Froide est à la fois un conflit idéologique et un conflit de puissances.

A l’issue de la Seconde Guerre mondiale (2 septembre 1945) le conflit larvé entre l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et les États-Unis devient public (Plan Marshall, doctrines TRUMAN et JDANOV, 1947) bien qu’il ait commencé bien avant (Brettons Wood, 1944, non respect des engagements de Yalta, 1945, *discours de Fulton* sur le « Rideau de fer » de Winston CHURCHILL, 1946). Deux modèles idéologiques s’affrontent : la démocratie et le capitalisme incarnés par les États-Unis et leurs alliés d’un côté et le socialisme et la dictature du prolétariat, tous deux promesse d’un monde sans classe sociale, incarnés par l’URSS et ses alliés. Au vue de la puissance des deux « supergrands » (URSS et États-Unis) un conflit direct est impossible : tous deux sont rapidement détenteurs de l’arme atomique. C’est la raison pour laquelle cette guerre est dite « froide » ». Aux motivations idéologiques de cette guerre indirecte menée par des alliés, s’ajoutent des considérations géopolitiques. A bien des égards nous verrons que la « Guerre froide », conflit idéologique, fut aussi un conflit de puissances. Trois études permettent de saisir l’enchevêtrement des considérations idéologiques et géopolitiques : Berlin (1948-1989), symbole et théâtre de la « Guerre froide », la « crise des missiles de Cuba » (1962) et la guerre du Vietnam (1962-1975). Ces trois études constituent chacune un moment du développement.

\* \* \*

Berlin est un théâtre de la « Guerre froide » car de grandes crises s’y déroulent (Blocus de Berlin 1948-1949, mur de Berlin 1961, Chute des régimes communistes 1989) et c’en est aussi un symbole car la ville, coupée en deux, apparaît comme un microcosme d’un monde bipolarisé et d’une Europe fracturée par le « rideau de fer ». La crise du blocus de Berlin (1948-1949) une des premières grandes crises, semble établir le canevas des crises de la « Guerre froide ». Symbole du IIIe Reich vaincu (7-8 et 9 mai 1945) la ville est située dans la zone d’occupation soviétique mais administrée conjointement par les Américains, les Britanniques, les Français (ces 3 zones formant le Berlin-Ouest) et les Soviétiques (Berlin-Est). En 1948 Staline décide de fermer les voies terrestres d’accès à Berlin-Ouest afin de faire pression sur les Américains qui viennent de créer une monnaie (*Deutschemark*) dans leur zone d’occupation et veulent y reconstruire un État, hypothèse inenvisageable pour les Soviétiques. Ceux-ci ont perdu 30 millions d’hommes durant la guerre et ne veulent pas voir renaître un État allemand. Les États-Unis organisent un gigantesque pont aérien pour faire subsister la population berlinoise coupée du monde. Ce pont aérien de près d’un an est un défi économique, logistique et idéologique. Le monde attend en effet de mesurer la détermination des deux supergrands. En 1949 Staline lève le blocus et admet tacitement la création d’un double État allemand, la RFA à l’Ouest et la RDA à l’Est. La bipartition de Berlin, de l’Allemagne et de l’Europe est actée. La crise du blocus de Berlin est un crise idéologique mais surtout géopolitique : dans le grand jeu des rivalités américano-soviétiques la capacité des États-Unis à protéger leurs alliés coûte que coûte est un signal fort envoyé au monde entier. Mais la frontière entre les deux Berlin est poreuse et en 1961 Nikita KHROUCHTCHEV, nouveau maître du Kremlin, ordonne aux autorités de RDA d’édifier un mur pour interdire le franchissement de la frontière entre les parties Ouest et Est de Berlin. Le « Mur de la honte », simple outil de marquage de la frontière, signal géopolitique classique, prend une dimension idéologique très claire : pourquoi un système qui se prétend incarner « le paradis des travailleurs » est-il obligé d’interdire la circulation de ses ressortissants et d’abattre ceux qui tentent de fuir ? Le « Mur » devient le symbole de la faillite du système idéologique soviétique et Berlin-Ouest le symbole de la résistance et de la réussite du modèle de la démocratie libérale capitaliste. Le monde ne s’y trompe pas quand en novembre 1989, après un an d’agitation constante en RDA, la population de Berlin-Est franchit en masse les points de passages (Les *Check* *Points*) entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Mikhaïl GORBATCHEV, réformateur soviétique arrivé au pouvoir au Kremlin (1985), porteur d’un programme de réforme de l’État (*Glasnost*) et de libéralisation du régime (*Pérestroïka*) n’apporte plus l’aide de l’Armée Rouge à ses alliés européens comme KHROUCTHCHEV à Budapest (1956) ou BREJNEV à Prague (1968). Le mur s’effondre littéralement, les Berlinois le démantèlent, et les régimes prosoviétiques en Europe s’effondrent à leur tour (1989-1991) tandis que l’Allemagne après 40 ans de scission se réunifie (1990).

La crise dite « du blocus de Berlin » avait posé une sorte de canevas de la crise entre les deux « supergrands », crise qui devenait en fait plus un nouveau langage diplomatique qu’une étape dans un affrontement planétaire. La crise des missiles de Cuba (1962) va atteindre une telle intensité critique qu’elle va amener une normalisation des relations américano-soviétiques (la Détente, 1965-1975). Un *gentleman agreement* réglait depuis la crise de Berlin et la guerre de Corée (1950-1953) les relations entre les deux grands : chacun restait maître dans sa zone d’influence naturelle (Asie du Sud-est, Amérique et Europe de l’Ouest sous parapluie américain et Europe de l’Est, Maghreb et anciennes colonies pour les Soviétiques). Or en 1962 les avions espions américains U2 révélaient que des rampes de lancement de missiles balistiques étaient installées par les Soviétiques sur l’île de Cuba, dirigée par Fidel CASTRO (Au pouvoir depuis 1959). Les missiles balistiques soviétiques pouvaient donc anéantir les centres névralgiques des États-Unis (FMI, Banque mondiale, Maison Blanche et Pentagone à Washington et Wall Street à New York) sans que les dirigeants américains n’aient matériellement le temps d’orchestrer la riposte. « L’équilibre de la Terreur », reposant sur la certitude d’une destruction mutuelle assurée (MAD), était rompu au profit des Soviétiques qui, comble, s’installaient en Amérique, à 200km des côtes de Floride, *back yard* historique des États-Unis. Les motivations des Soviétiques encore aujourd’hui restent peu claires : voulaient-ils contrebalancer en Amérique la perte géostratégique de la Chine depuis que MAO était brouillé avec Moscou ? Voulaient-ils simplement profiter de l’effet d’aubaine de la rupture entre CASTRO et les États-Unis, rupture irrémédiable après le débarquement anticastriste raté dans la « Baie des cochons » (1961) ? Quoi qu’il en soit la riposte américaine fut foudroyante, à la mesure des enjeux. John Fitzgerald KENNEDY ordonna l’embargo sur Cuba, ses alliés faisant pièce avec lui, même la France sourcilleuse du Général DE GAULLE, prompte à dénoncer les excès impérialistes des Américains. Sans canal de communication direct les deux chefs d’État les plus puissants de la planète durent recourir à leurs espions pour marchander une sortie honorable de la crise. Foin d’idéologie ici. Les enjeux et les alliés furent marchandés comme à la foire. Les Soviétiques, en position d’agresseurs et condamnés par l’opinion publique internationale que les débuts de la télévision achevaient de structurer, démontèrent leurs fusées et divisaient pas dix leur présence militaire à Cuba contre la promesse américaine de ne pas renverser CASTRO. La conséquence la plus notable fut l’installation d’un télex crypté entre la Maison blanche et le Kremlin (le « téléphone rouge ») et la normalisation des relations entre les deux supergrands (La « Détente »).

La « Guerre froide » ne fut froide parce que les deux supergrands, les États-Unis et l’URSS, ne s’affrontèrent pas directement. Les conflits furent périphériques et les peuples alliés, principalement dans le Sud, supportèrent l’essentiel des conflits armés. Pris dans l’engrenage, l’un des deux supergrands se retrouva parfois entraîné sur les champs de bataille. Ce fut le cas des Soviétiques en Angola et au Mozambique, mais plus sûrement en Afghanistan (1979-1986) et ce fut le cas des États-Unis au Vietnam (1962-1975). Ce conflit se comprend par la croyance américaine de la « théorie des dominos » (EISENHOWER). La Chine devenue communiste en 1949 avait participé à la guerre de Corée (1950-1953) et précipitée la défaite française en Indochine (1954). Pour contenir (politique du *containment*) l’avancée communiste, il fallait lui donner un coup d’arrêt net en refoulant (*Roll Back*) ses alliés les plus récents. C’est ainsi que les Américains avaient en 1962 75,000 conseillers militaires au Sud-Vietnam, pro-américain et menacé de subversion communiste par son voisin du Nord-Vietnam. En 1965 ils étaient 125,000 et le président Lyndon JOHNSON (1963-1968) décida (1965) l’envoi des forces armées américaines (500,000 hommes en 1968 dont une majorité d’appelés). La guerre, à la couverture médiatique exceptionnelle, révéla à l’Amérique le comportement parfois criminel de ses troupes, dans une guerre de guérilla, absurde et cruelle (Usages des défoliants et du Napalm). Pour la première fois le peuple américain comprenait qu’il n’était plus le héraut du bien. Ses alliés vietnamiens corrompus l’avaient entraîné dans une guerre injuste, avec la complicité des dirigeants politiques « va-t-en-guerre » voire marionnettes du complexe militaro-industriel. L’offensive du Têt (1968) montra que les capacités militaires du Vietminh étaient intactes. La vietnamisation du conflit commença. Dès 1972 NIXON et MAO se rencontraient, les États-Unis reconnaissaient l’existence de la République Populaire de Chine et celle-ci en retour facilitait le retrait militaire américain (Accords de Paris, 1972). La chute de Saigon (1975) signa la défaite militaire américaine au Vietnam. Ce conflit hante l’imaginaire occidental. Il a fourni la matière de nombreux films. Francis FORD COPPOLA signa *Apocalypse Now*, primé à Cannes dès sa sortie (1979). Adaptation d’une nouvelle de Joseph CONRAD (*Heart of Darkness,* 1899) il raconte la descente aux enfers des officiers américains chargés de conduire la guerre. Le colonel KURTZ (Marlon Brando) incarnant la folie d’une guerre idéologique. La scène célèbre de l’attaque du village vietnamien par les hélicoptères de la 101e division de cavalerie à, elle-même, fourni au cinéma américain l’occasion de nombreux emprunts : c’est le cas dans *Jarhead* de Sam MENDES (2005), où les marines regardent cette scène quand ils apprennent qu’ils vont aller combattre au Koweït (1990-1991). C’est le cas aussi dans *Watchmen* de Zack SNYDER (2009), uchronie qui présente une victoire militaire des Américains au Vietnam. Quel que soit l’angle d’analyse retenu, les présupposés politiques ou moraux, la guerre du Vietnam représente la « fin de l’innocence ». (*Cf.*, Neil SHEEHAN, *L’innocence perdue. Un Américain au Vietnam*, 1990).

\* \* \*

Les crises qui ont lieu à Berlin, la crise des missiles de Cuba et ses conséquences diplomatiques, la guerre du Vietnam, ces trois études montrent combien pendant la « Guerre froide » (1947-1991) les intérêts géopolitiques des puissances se mêlaient souvent aux hautes considérations idéologiques. La « guerre du Golfe » (1990-1991) et la disparition de l’URSS (25 décembre 1991) qui met fin à la « Guerre froide » laissent alors présager d’un monde où les droits des gens ne seraient plus malmenés par les intérêts des puissances.